

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSPORTS MENTRE (carrière)

3 chemin du puits à loup
BOUVIERS
78340 Les Clayes-sous-Bois

Références : /
Code AIOT : 0006508545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement TRANSPORTS MENTRE (carrière) implanté Les Bois de Cuisy 78550 Bazainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection était réalisée de façon inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSPORTS MENTRE (carrière)
- Les Bois de Cuisy 78048001 78550 Bazainville
- Code AIOT : 0006508545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Visite générale
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrôle piézométrique périodique de la nappe	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-3-3 et article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-7-1 et IV-7-4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan de gestion	Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 16bis	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Registre terres excavés	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R541-43-1 II et R541-43 II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article I-2 et II-2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Elimination des déchets	Code de l'environnement du 31/07/2020, article L541-2	/	Demande d'action corrective	1 mois
10	Mise en place de piézomètres de contrôle de la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-14	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Extraction	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-12	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
12	Constitution des garanties financières	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R516-2 I	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas engagé les efforts suffisants ni même apporté une réponse à la lettre de suite préfectorale de la précédente inspection du 11 avril 2023.

L'exploitant n'a pas établi un plan de gestion des déchets d'extraction, il n'a pas déclaré ses registres des terres excavées acceptées sur l'établissement au registre national des terres et sédiments rétroactivement à compter du 01/01/2022, il n'a pas porté à connaissance du préfet l'activité relative au recyclage de matériaux, il n'a pas finalisé la mise en sécurité de la zone effondrée. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions applicables correspondant à ces manquements.

De plus, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de constituer les garanties financières, celles-ci ne l'étant pas actuellement dans les formes requises par la réglementation en vigueur.

Enfin, l'exploitant est invité à engager des actions correctives sur la gestion de ses propres déchets dans les plus brefs délais. Il est rappelé à titre d'avertissement que tout brûlage à l'air libre de déchets est proscrit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-15
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 28/05/2023
Prescription contrôlée : <p>Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p>
Constats : <p><u>Rappel de la demande à l'issue de la précédente inspection :</u> L'exploitant doit préciser les caractéristiques des matériaux reçus dans son registre et se mettre en conformité à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :</u> Un pont bascule permet de peser les véhicules en entrée et sortie, toutefois il est à noter que le contrôle métrologique a expiré en décembre 2022. Les immatriculations et tares des véhicules apportant des matériaux sont connues à l'avance. Pour chaque passage de véhicule sur la carrière un bon est édité en plusieurs exemplaires avec la date, un numéro d'ordre, la plaque d'immatriculation, le produit apporté ou retiré, le nom du client, la destination. Ces bons permettent d'alimenter un registre, qui n'a toutefois pu être présenté spontanément aux inspecteurs du fait du caractère inopiné de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-2
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/04/2023

<ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/05/2024
Prescription contrôlée : II - Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont prises. En particulier les stocks de terre végétale ainsi que les merlons de terre végétale sont engazonnés. La hauteur des stériles de découverte est limitée à 3m maximum (celle des terres végétales est limitée à 2m).
Constats : <u>Rappel des constats à l'issue de la précédente inspection :</u> L'inspection constate que la hauteur des stériles de découverte est de 4 à 5 mètres. <u>Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :</u> Des terres en transit ou stériles de découvertes ont toujours une hauteur supérieure à 3 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter l'article IV-2 du 30 mars 2004 en respectant la hauteur limite des stériles de découverte de 3 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Contrôle piézométrique périodique de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-3-3 et article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle piézométrique périodique de la nappe
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/07/2023
Prescription contrôlée : Article IV-3-3 de l'AP du 30/03/2008 L'exploitant procède à un contrôle piézométrique de la qualité et du niveau de la nappe sur les points de contrôle définis à l'article III.4. du présent arrêté, sur les paramètres et avec fréquence suivants : - pH à 20°C analyse semestrielle - Conductivité analyse semestrielle - Hydrocarbures analyse semestrielle

- DCO (Demande Chimique en Oxygène) analyse semestrielle
- molybdène analyse semestrielle
- sulfates analyse semestrielle

Article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Constats :

Rappel des constats à l'issue de la précédente inspection :

L'équipe d'inspection constate la présence de rapports semestriels de contrôles piézométriques de la qualité et du niveau de la nappe sur les points de contrôle et paramètres prescrits à l'article IV-3-3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004:

- rapport n° AR-21-IV-057856-01 du 24/01/2023 effectuée par Eurofins.
- rapport n°AR-21-IV-070118-01 du 29/06/2022 effectuée par Eurofins.

L'inspection note que les rapports montrent l'absence de valeurs élevées des paramètres mesurés prescrits à l'article IV-3-3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004.

L'inspection constate l'absence de dispositif approprié de fermeture sur la tête du sondage et de margelle autour des piézomètres.

Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :

Les analyses sont réalisées par un laboratoire avec une accréditation COFRAC, mais dont la portée de cette accréditation ne couvre pas les échantillonnages d'eaux souterraines. De plus, l'exploitant a précisé qu'il procède lui-même aux échantillonnages d'eaux souterraines, mais sans pouvoir justifier des compétences techniques spécifiques nécessaires à cette tâche et de la conformité à une méthodologie de prélèvement de référence (par exemple : FDT 90-523-3, NFX31-615...). En

particulier les inspecteurs ont constaté l'absence de rédaction d'une fiche de prélèvement et l'absence de mesure des niveaux piézométriques lors des prélèvements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de sa méthode de prélèvement et de conditionnement des échantillons envoyés au laboratoire pour analyse.

De plus, en application de l'article II-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2004, l'inspection demande à l'exploitant de faire procéder à des prélèvements avec analyses des eaux souterraines sur les piézomètres par un laboratoire agréé ou accrédité COFRAC pour les échantillonnages d'eaux souterraines sous un délai de 3 mois, pour vérification des paramètres mentionnés à l'article IV-3-3 de l'arrêté préfectoral, ainsi que pour mesure des niveaux piézométriques.

Par ailleurs, tant que l'exploitant ne peut justifier auprès de l'inspection de la conformité du prélèvement et du conditionnement des échantillons conformément aux méthodes normalisées en vigueur, l'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser au moins une fois par an le prélèvement (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) devra également être réalisée à cette occasion afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-7-1 et IV-7-4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 28/07/2023

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à	Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf	Émergence admissible de 22 h à 7
---	---	----------------------------------

émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	dimanche et jours fériés	h dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Emplacements	Niveau admissible en dB (A) Admissible en limite de propriété	
	Période diurne	Période nocturne
Limites du périmètre autorisé	60	50

L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.

Constats :

Rappel des constats à l'issue de la précédente inspection :

L'exploitant a présenté une étude des niveaux sonores effectuée dans le cadre de la réglementation Santé / Sécurité au Travail, mais ne correspondant pas aux exigences relatives à la réglementation ICPE. L'inspection constate l'absence de contrôle des émissions sonores.

Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :

L'exploitant a indiqué avoir réalisé la mesure de bruit "PREVENCEM" (inspection du travail) mais n'avait toujours pas fait procéder à une mesure de bruit conforme à l'arrêté du 23 janvier 1997.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter l'article IV-7-1 et IV-7-4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 et effectuer un contrôle des émissions sonores de l'installation par une personne ou un organisme qualifié selon la méthodologie de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 28/05/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ». <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats et demandes à l'issue de la précédente inspection :</u></p> <p>L'inspection constate l'absence de plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p>

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière prescrit et respectant l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 12 septembre 1994. Ce plan de gestion doit être révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Ce plan est transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois.

Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :

L'inspection constate toujours l'absence d'un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. De plus, il n'est pas évident de distinguer les déchets d'extraction des terres excavées d'origine extérieure acceptées pour mise en remblai ou valorisation matière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant d'établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Registre terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Registre terres excavées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 28/05/2023

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

<p><u>Rappel des constats et demandes à l'issue de la précédente inspection :</u></p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un registre des déblais précisant la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur; - la présence d'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre; - une description imprécise de la caractéristique des matériaux dans le registre. <p>L'exploitant doit préciser les caractéristiques des matériaux reçus dans son registre et se mettre en conformité à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 sous un délai de 1 mois.</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :</u></p> <p>Les informations présentes sur les bons de pesées (cf. fiche n°1) permettent théoriquement d'alimenter le registre. Toutefois, les registres n'ont pas pu être examinés au cours de la visite du fait du caractère inopiné de l'inspection et parce qu'ils se trouvent au siège de la société et non sur la carrière. L'exploitant a été invité à transmettre ou convenir d'un rendez-vous pour présenter les registres pour les terres excavées réceptionnées sur la carrière depuis le 01/01/2023 et les registres pour les terres valorisées en produits (sortie de statut de déchets) depuis le 01/01/2023, mais n'a pas donné suite à cette sollicitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection réitère la demande de transmission des registres depuis le 01/01/2023 à titre de justificatif ; en tout état de cause ils devront être déclarés au RNDTS rétroactivement au 01/01/2022 (cf. fiche n° 7)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R541-43-1 II et R541-43 II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>art. R541-43-1</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont</p>

enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

art. R541-43

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : [...]

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Constats :

Rappel des constats et demandes à l'issue de la précédente inspection :

L'inspection constate l'absence de prise en compte de la dématérialisation du registre des terres excavées et sédiments. L'exploitant précise n'avoir pas eu connaissance de ce changement réglementaire.

L'exploitant doit procéder à la création de son compte afin de mettre en place son registre dématérialisé des terres excavées et sédiments sous un délai de 3 mois et en respect à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

L'ensemble du registre des déblais reçus depuis le 1er janvier 2022 doit être déversé sur le registre dématérialisé des terres excavées et sédiments sous un délai de 8 mois et ce avant la fin de l'année 2023.

Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :

L'exploitant ne déclare toujours pas au RNDTS les terres excavées acceptées sur son établissement, ni mêmes celles faisant l'objet d'une sortie du statut de déchet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sous un délai de 3 mois :

- de respecter l'article R541-43-1 du code de l'environnement en déclarant ses registres des terres excavées acceptées sur l'établissement au registre national des terres et sédiments rétroactivement à compter du 01/01/2022 ;
- de respecter l'article R541-43 du code de l'environnement en déclarant ses registres de déchets faisant l'objet d'une sortie du statut de déchet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article I-2 et II-2

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2023

Prescription contrôlée :

Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relèvent des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation d'une carrière de sablon sur une superficie de 16 ha 39 a 48 ca	2510-1°	A
Broyage, concassage, criblage, ... de blocs de matériaux (stériles + matériaux de remblais), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 60 kW	2515- 2°	D

A = Autorisation D = Déclaration

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

art. R181-46 II du code de l'environnement

<p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats et demandes à l'issue de la précédente inspection :</u> L'exploitant n'a pas porté à connaissance du préfet l'activité relative au recyclage des matériaux. L'exploitant doit se mettre en conformité soit en déclarant cette activité, soit en cessant celle-ci et en procédant à la remise en état de la zone concernée sous un délai de 15 jours.</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :</u> L'exploitant n'a toujours pas déposé un dossier pour porter à connaissance du préfet l'activité relative au recyclage des matériaux (terres et bétons).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sous un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> de respecter l'article II-2 de l'arrêté préfectoral du 30/03/2004 et l'article R181-46 du code de l'environnement en déposant un dossier de modification des conditions d'exploitation de la carrière décrivant la plateforme de recyclage de matériaux (terres et bétons), ou de cesser cette activité.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Elimination des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/07/2020, article L541-2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Elimination de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteurs constatent la présence d'un tas de terres avec des traces de brûlage ainsi que des branches. L'exploitant explique que ce tas a été réceptionné en l'état de la part d'un agriculteur, mais sans pouvoir préciser l'origine précise (DAP, date d'entrée, poids, plaque d'immatriculation).</p>

<p>Il est rappelé que le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.</p> <p>Les inspecteurs constatent la présence d'un engin hors d'usage depuis plus de 5 ans, ainsi que d'une ancienne installation de traitement de matériaux hors d'usage et non démantelée.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pu justifier de l'évacuation vers une filière dûment autorisée des déchets (pneus, bouteille de gaz et d'une cuve déplaçable pour travaux TP à l'extérieur de l'atelier) observés à l'extérieur de l'atelier et au niveau d'une zone de rejets et d'infiltration lors de la précédente inspection du 11/04/2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit évacuer ses déchets dans des filières dûment autorisées et conserver toute preuve au sein du registre des déchets sortants mentionné à l'article R. 541-43 I du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant doit proscrire immédiatement toute pratique de brûlage de déchets à l'air libre au sein de son établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Mise en place de piézomètres de contrôle de la nappe souterraine

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place de piézomètres de contrôle de la nappe souterraine</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place et maintient en fonctionnement jusqu'à la cessation définitive d'activité de la carrière :</p> <p>un piézomètre de contrôle à l'amont hydraulique de la carrière, un piézomètre de contrôle à l'aval hydraulique de la carrière</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats et demandes à l'issue de la précédente inspection :</u></p> <p>L'inspection a constaté, sur le plan du réseau piézométrique, l'inadaptation des piézomètres en place à la configuration actuelle de l'exploitation de la carrière.</p> <p>L'exploitant doit justifier de l'emplacement du réseau piézométrique au regard de la configuration actuelle de la carrière et de la surveillance des eaux souterraines.</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :</u></p>

L'exploitant n'a toujours pas justifié de l'emplacement des piézomètres au regard de la configuration actuelle de la carrière. Les relevés des niveaux piézométriques ne sont pas réalisés lors des prélèvements semestriels (cf. fiche n°3).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de l'emplacement du réseau piézométrique au regard de la configuration actuelle de la carrière et de la surveillance des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-12
Thème(s) : Autre, Extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2023
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée par chargeur positionné au pied du front, en 3 gradins minimum d'une hauteur maximale de 10 mètres. Les gradins sont séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres. Le sous-cavage est interdit.
Constats : <u>Rappel des constats et demandes à l'issue de la précédente inspection :</u> L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none"> - la présence de gradins et banquettes effondrés sur une zone spécifique de la carrière sur environ 10 à 15 mètres de largeur. L'exploitant précise que cet effondrement est lié aux fortes pluies et que la zone est actuellement interdite aux employés ; - que sur les autres zones de la carrière l'extraction est réalisée en 3 gradins minimum d'une hauteur maximale de 10 mètres et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres. L'exploitant doit respecter l'article III-12 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2004 et remettre en sécurité les fronts et banquettes effondrés sous un délai de 4 mois. L'exploitant doit interdire et matérialiser l'interdiction d'accès à cette zone sans délai. Cette mise en sécurité doit être réalisée dans des conditions météorologiques favorables. L'exploitant informe l'Inspection des installations classées a minima 7 jours avant les travaux des modalités prévues pour la mise en sécurité des fronts et banquettes.

<u>Constats lors de l'inspection du 16 juillet 2024 :</u> Les inspecteurs constatent que l'exploitant n'a pas finalisé la remise en sécurité de la zone effondrée, dont la hauteur apparente est supérieure à 10 mètres. L'exploitant précise que les conditions météorologiques n'étaient pas favorables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 12 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R516-2 I
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Les garanties financières exigées à l'article L. 516-1 résultent, au choix de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) De l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ; b) D'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ; c) (Supprimé) ; d) D'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées ; ou e) De l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil, de la personne physique, où que soit son domicile, ou de la personne morale, où que se situe son siège social, qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L. 233-3 du code de commerce. Dans ce cas, le garant doit lui-même être bénéficiaire d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance, d'une société de caution mutuelle ou d'un fonds de garantie mentionné au d ci-dessus, ou avoir procédé à une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. <p>Lorsque le siège social de la personne morale garante n'est pas situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, le garant doit disposer d'une agence, d'une succursale ou d'une représentation établie en France.</p> <p>L'exploitant de plusieurs installations répondant aux dispositions de l'article L. 515-36 peut mutualiser les garanties financières exigées au titre du 3° de l'article R. 516-1. Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé des installations classées fixe les modalités de constitution de la garantie financière mutualisée entre établissements, y compris à la suite d'un appel partiel ou total de celle-ci, ainsi que les modalités de sa révision en cas de modification affectant l'une des installations couvertes par cette garantie mutualisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteurs constatent que la carrière ne dispose pas de garanties financières répondant à l'exigence réglementaire.</p> <p>D'une part, le montant des garanties financières de la carrière n'est pas déposé entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.</p> <p>D'autre part, l'exploitant a pourtant transmis à l'unité départementale des Yvelines de la DRIEAT une attestation, mais laquelle ne répond pas aux formes imposées par l'arrêté ministériel du 31</p>

juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement (qui abroge et remplace l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret no 77-1133 visé à l'article III-6 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004), ni aux formes imposées par l'arrêté ministériel du 5 février 2014 encadrant la constitution de garanties financières par le biais d'un fonds de garantie privé prévue au I de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, ni à celles de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018 fixant les règles de calcul et les modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-2-I du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose :

- de mettre en demeure l'exploitant de constituer les garanties financières prévues par le chapitre V de son arrêté préfectoral du 30 mars 2004 sous un délai de 2 mois ;
- que cette mise en demeure avertisse l'exploitant qu'à défaut de satisfaire à l'obligation de constitution des garanties financières dans le délai imparti, son activité sera alors suspendue conformément à l'article V-5 de son arrêté préfectoral du 30 mars 2004.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois